

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

LES FAUSSES NOTES DU NUCLÉAIRE

En ces temps d'orages municipaux et de conflits mondiaux, il est bon de regarder au-delà de l'horizon immédiat et de réfléchir à l'avenir à long terme de notre société confrontée à une crise climatique majeure. Ce fut le thème d'un colloque passionnant, organisé par le réseau *Global Chance* samedi 14 mars 2026 à l'Académie du climat, nichée dans l'ancienne mairie du IVème arrondissement de Paris. Cela fait plus de trente ans que cette association, cofondée par l'ingénieur-nucléaire Bernard LAPONCHE, guerroye contre l'obsession nucléaire de la France, avec des arguments sérieux qui méritent un large débat.

Commençons par les arguments avancés par le chef de l'État en faveur d'un vaste programme de construction de six réacteurs EPR2. Premièrement, la souveraineté nationale serait en jeu, pour protéger la France de toute dépendance à l'égard de puissances étrangères (Russie, Moyen-Orient, États-Unis) qui contrôlent la production du pétrole et du gaz. Corinne LEPAGE, ancienne ministre de l'environnement, y retrouve « le mythe gaullois de la souveraineté nucléaire », militaire d'abord et civile ensuite. Mais, a répondu un participant, comment peut-on parler d'indépendance quand un tiers de l'uranium enrichi brûlé dans les centrales françaises provient de Russie et la moitié de l'uranium naturel est fournie par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, transitant par la Russie ? En notant au passage que la France dispose au Tricastin de la technologie nécessaire à l'enrichissement...mais les coûts sont moindres en Russie !!

Deuxième argument présidentiel : il faut sortir des énergies fossiles qui polluent l'atmosphère, engendrent l'effet de serre et le réchauffement climatique. L'électricité nucléaire est décarbonée - mais la construction des réacteurs engendre de grosses bouffées de gaz carbonique. Oui, il faut sortir des énergies fossiles mais la construction de réacteurs qui n'arriveront en production que dans des dizaines d'années - l'exemple du premier EPR dont les délais ont explosé, et les devis aussi, n'est guère encourageant – est-elle la seule et unique solution ? De multiples scénarios de l'État, de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), de RTE (réseau de transport

d'électricité) et de Negawatt, démontrent que pour atteindre cet objectif incontestable il existe de multiples solutions.

Troisième argument : c'est cher, mais « quand on aime, on ne compte pas ». Auteur d'un remarquable article d'*Alternatives Économiques* de mars 2026, Antoine de RAVIGNAN a démontré que le coût annoncé par EDF (Électricité de France) de 73 milliards d'euros pour les six réacteurs « made in France » était grossièrement sous-estimé : les coûts de mise en service comme ceux de démantèlement sont ignorés, la baisse de coût de 30% entre le premier et le sixième réacteur de la série est douteuse, les intérêts à payer sur les emprunts indispensables pour couvrir les dépenses de construction sont oubliés, les économies sur la sûreté (abandon du principe de double enceinte de béton pour le bâtiment réacteur) posent question. En résumé, le coût des six réacteurs pourrait être du double ou du triple du devis annoncé. Se pose alors une bonne question : qui va payer ?

Chacun aura noté la discrétion de violette des investisseurs privés français, qu'il s'agisse des grandes compagnies pétrolières ou des fonds d'assurance-vie, convaincus que l'investissement n'est financièrement pas rentable. *TotalEnergies* déploie tout le talent des trois petits singes qui ne voient pas, n'entendent pas et ne parlent pas de ce sujet délicat. Seuls les démiurges californiens construisant de gigantesques *data centers* hypergourmands sont prêts à payer le prix fort du nucléaire.

Les clients seront-ils au rendez-vous ? Les grandes entreprises industrielles continuent à exiger les prix bonifiés dont ils ont profité jusqu'à présent de la part d'EDF avec le plein accord de l'État. Les 50 à 60 € par megawatt/heure (Mwh, c'est l'unité de compte utilisée) demandés sont très en-dessous des 100 à 200 € qui seraient nécessaires pour couvrir les dépenses d'investissement et dégager une rentabilité raisonnable pour EDF. Qui reste-t-il pour passer à la caisse ? Les particuliers et les PME ! Mais cela pose deux problèmes : le premier est qu'une forte hausse du prix de l'électricité aura des conséquences politiques façon *gilets jaunes*. Le deuxième problème est que la hausse du prix va provoquer une baisse de la consommation, selon une loi que nous avons apprise dès le lycée. La consommation d'électricité plafonne en France depuis 2010, alors que l'arrivée (lointaine) du courant des EPR va exiger des acheteurs avides ! L'ami lecteur sent bien que, selon la logique pernicieuse du « quoi qu'il en coûte », c'est l'État, c'est-à-dire le contribuable, qui paiera à long terme la facture de ces investissements extravagants. Le fait d'y consacrer

une partie des livrets de Caisse d'épargne, qui financent en principe le logement social, est un mauvais signe en ce sens.

« La critique est aisée et l'art est difficile », dit la sagesse populaire. Avant d'évoquer une solution crédible, parlons d'un dernier argument pro-nucléaire, développé par un jeune économiste talentueux, Ange BLANCHARD. Il a concédé que le développement des énergies renouvelables était indispensable mais il a souligné l'irrégularité de leur production, selon le soleil et le vent disponibles. Or, dit-il, le nucléaire est « modulable », comme le prouve le fait que les centrales actuelles produisent davantage aux heures pleines de la journée que la nuit, durant laquelle la consommation industrielle et ménagère est ralentie. L'argument ne tient pas : atteindre le coût le moins déraisonnable de l'électricité produite par les nouvelles centrales nucléaires suppose que celles-ci fonctionnent à plein régime (85% de leur capacité) pendant soixante ans. Le nucléaire pilotable d'appoint est absurde.

Alors que faire pour « adapter notre système énergétique au monde qui vient », thème du colloque ? Les mots-clés sont la décentralisation, la sobriété et l'interconnexion ! Il ne s'agit pas seulement de faire le choix des énergies renouvelables, dont tout démontre qu'elles sont moins coûteuses, autonomes {avec un peu de volonté, l'Europe pourrait produire les éoliennes et les panneaux solaires actuellement achetés en Chine}, et moins vulnérables aux drones et autres menaces aériennes. Il importe de réduire l'extrême centralisation du pouvoir qui distingue la France de ses partenaires européens. Un élu dijonnais a brillamment démontré que les citoyens d'un territoire, rural ou quartier urbain, pouvaient décider de produire une énergie citoyenne pour l'autoconsommation, accepter les panneaux et éoliennes et même en financer une partie. Un coopérateur de la Belgique flamande a loué les Pays-Bas où le nombre de coopératives d'énergie citoyenne était passé en peu d'années de 70 à 700. « Penser local, agir local » serait le nouveau slogan à la mode ! Plutôt que de brider les énergies renouvelables comme le fait actuellement le gouvernement sous pression d'EDF, il faut retrouver la volonté décentralisatrice de Gaston DEFFERRE en 1982 et laisser fleurir les initiatives sans les ficeler de bandelettes règlementaires concoctées dans les bureaux climatisés parisiens.

Sobriété. De toute façon, le temps de l'énergie bon marché est terminé. La sobriété va être imposée par la hausse du prix, de façon particulièrement dure

pour les classes populaires et moyennes. A cette sobriété imposée par le marché, substituons la **sobriété choisie**, qui dépend des décisions des consommateurs : la petite voiture électrique plutôt que le gros SUV thermique, une moindre addiction aux écrans, le fonctionnement des machines domestiques aux heures creuses, etc.

Interconnexion. Le problème de la production irrégulière des principales énergies renouvelables est incontournable. Les fluctuations quotidiennes (le jour et la nuit, le vent et le calme plat) peuvent être traitées avec des batteries. Cela marche au Chili où 100 000 foyers bénéficient d'un tel système (*Les Échos* 16 mars 2026). On peut aussi utiliser l'eau des barrages hydroélectriques. Mais nos amis allemands parlent des *semaines sèches*, celles durant lesquelles les énergies renouvelables sont défaillantes et les batteries impuissantes. Le colloque, réaliste, a donc admis qu'il fallait garder un volant de centrales au gaz (horrible fossile !!) pour ces situations exceptionnelles. Et il a surtout proposé que l'Europe développe un réseau d'interconnexion qui permette de faire circuler l'électricité des régions ensoleillées vers les provinces nuageuses.

Ce samedi a prouvé, comme les conventions citoyennes sur le climat et sur la fin de vie l'avaient brillamment fait antérieurement, qu'il est possible d'avoir un débat démocratique sur des sujets complexes et de réfléchir ensemble à des solutions débouchant sur une transition climatique juste. Qu'il est nécessaire aussi de restaurer une planification opérant des choix clairs à long terme après un large débat plutôt que de voir tomber un décret du 12 février 2026, exposant une « Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE 3) tardive, verticale et décevante.

Ce qui n'interdit pas à chacun d'entre nous d'éteindre la lumière et les écrans, et d'encourager les coopératives citoyennes telles *Enercoop*, un réseau de 13 coopératives fournisseuses d'énergie renouvelable sur tout l'Hexagone.

22 mars 2026